

Débat sur la BVC : gare aux slogans simplistes L'opium du peuple

Pour quelques jours encore les citoyens vaudois sont invités à signer une pétition référendaire visant à empêcher « le bradage de la Banque Cantonale Vaudoise ». Qui hésiterait à apposer sa signature dès lors que, selon les termes de ses partisans, le référendum doit empêcher la hausse des taux hypothécaires, l'assassinat des petites et moyennes entreprises vaudoises et le déplacement du centre de décision de la Banque vers d'autres cieux (zurichois, n'ayons pas peur des mots)? Qu'il est bon, en ce printemps pluvieux, de pouvoir utiliser son ardeur citoyenne pour une cause claire et sans ambiguïtés! Certes, quelques sceptiques se seront peut être étonnés que la majorité du Grand Conseil vaudois se soit prononcée pour le bradage, la hausse des taux et l'assassinat des PME ! Point n'est besoin de réfléchir plus loin : il suffit de se rappeler que notre Canton est entre les mains d'une majorité néo-libérale, sous-groupe d'une secte qui règne sur le monde depuis bientôt dix ans (dixit le président du plus grand parti cantonal).

A l'heure du Festival Sciences et Cité, manifestation destinée à rapprocher la population des scientifiques et les scientifiques de la cité, je me permets d'exprimer ma frustration de professeur d'économie face au niveau du débat à chaque fois que la place du secteur public dans l'économie est en question. Le monde n'est pas aussi simpl(ist)e que les partisans du référendum le suggèrent. La raison d'être d'une banque cantonale et sa définition (quel pourcentage de capital public, avec ou sans garantie de l'Etat en cas de faillite, etc.) n'est pas évidente. Il s'agit de s'interroger sur l'objectif que l'on veut atteindre, d'observer que maintenir la majorité publique du capital de la BCV comporte des avantages, mais aussi des coûts, de peser les bénéfices pour la société, mais aussi les inconvénients. Au bout du compte, on peut légitimement conclure que la privatisation partielle est inopportune. Mais arriver à la conclusion opposée n'est pas synonyme de vouloir "tuer" les PME, augmenter les taux hypothécaires et "brader" la banque d'Etat. On peut par exemple penser qu'avec 33% du capital, l'Etat de Vaud pourra exercer une influence au moins aussi forte qu'il ne l'a fait ces dernières années. Et si l'on pense qu'il faut accroître le poids de l'Etat dans la gestion de la Banque, il faut être clair sur le pourquoi, le comment et le coût. On peut être convaincu que le Canton a besoin d'une banque de proximité, mais que rien n'empêchera une banque dont le principal actionnaire est l'Etat de le rester et que l'enjeu est de lui donner la possibilité de générer les moyens financiers pour qu'elle puisse jouer son rôle d'appui à l'économie locale. Il est aussi légitime de penser que l'Etat de Vaud n'a pas, comme le canton voisin, les moyens de se payer une banque non rentable. Enfin, on peut observer que les liquidités dégagées par la vente partielle de la BCV permettraient de financer approximativement la moitié du futur métro lausannois et que, pour le Canton, un métro et 33% de la BCV seraient peut être préférables à 50% du capital de la banque et pas de métro.

Malheureusement, sur ce thème comme sur de nombreux autres, le débat public est ramené à quelques slogans simplistes. L'utilisation d'un petit nombre de qualificatifs choisis tient lieu de toute réflexion. On simplifie à outrance sans avoir peur de travestir la vérité. Il ne s'agit plus de faire comprendre les tenants et les aboutissants, puis de laisser le citoyen juger en son âme et conscience. Il s'agit en fait de vendre (une idée, une signature, un vote). Les politiciens, de droite comme de gauche, empruntent leur méthode aux moins scrupuleux des publicistes. En agissant ainsi, ils perdent de vue leur rôle d'éducateurs et pratiquent un jeu dangereux qui ouvre la porte à tous les populismes.

Jean-Pierre Danthine
Professeur à l'Ecole des HEC de l'UNIL